Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 7 (1919)

Heft: 86

Artikel: Les écoles sociales pour femmes

Autor: Gueybaud, J.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-254967

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

peut-être pas inutile de rappeler ici que la vie municipale anglaise est beaucoup plus développée que la nôtre et que les questions les plus vastes d'éducation, d'assistance, d'hygiène, de travaux publics relèvent de la compétence de ces femmes. On ne signale qu'une seule femme élue maire : Mrs. Summers, à Stalybridge, depuis 7 ans membre du Conseil municipal de cette ville.

* * *

Le dimanche 16 novembre a été, comme on le sait, une date de triple élection, puisque les Chambres française, italienne et belge étaient, pour la première fois depuis la guerre, renouvelées ce jour-là. Et coïncidence curieuse, dans deux de ces trois pays, la situation des femmes est exactement analogue, le suffrage étant à demi-voté, mais pas encore définitivement réglé, ce qui aurait permis aux citoyennes de participer à la grande consultation nationale.

En Italie, la dissolution du Parlement avant que le Sénat ait pu ratifier le vote favorable au suffrage féminin émis par la Chambre a été un coup porté aux espérances des suffragistes. Ceci non seulement par le retard apporté à la réalisation d'une réforme qu'elles croyaient déjà toucher de la main, mais encore parce que la question se pose si, constitutionnellement, le Sénat pourra délibérer valablement sur une loi votée par une Chambre qui n'est plus en fonctions ? (Le Statut du royaume d'Italie dit que pour être valide toute décision doit être prise *simultanément* par les deux Chambres). Il y a là un problème d'ordre juridique qui semble cependant devoir être résolu de manière favorable à notre cause. D'autre part, on nous annonce que, lors des élections municipales qui ont eu lieu à Fiume le 26 octobre, trois femmes ont été élues : un professeur, une cigarettière, et une bourgeoise.

En France, ce n'est pas parce que le temps lui en a manqué que le Sénat n'a pas pu, comme en Italie, examiner la question du suffrage déjà votée par la Chambre en mai dernier, mais bien parce qu'il ne l'a pas *voulu*. Toutes les mesures dilatoires ont été bonnes pour ces Messieurs du Luxembourg pour écarter le spectre du vote des femmes ! Et ce n'est pas cependant faute d'avoir été sollicités de se prononcer, la Chambre ayant même émis un second vote à tendance nettement suffragiste pour le leur demander. Mais que peut-on contre la mauvaise volonté et l'entêtement ? Les femmes française qui auraient pu voter le 16 novembre ont donc été tenues à l'écart ; mais on peut être certain qu'elles n'ont pas laissé échapper cette occasion de manifester, et leur indignation à l'égard des Pères de la Patrie, et leur désir de voter ! Toute une campagne a été très intelligemment menée par les grandes Associations suffragistes réunies et par le Conseil National des Femmes françaises : questionnaire aux candidats, affiches recommandant ceux qui se sont prononcés pour notre revendication[1], participation au réunions électorales, circulaires, feuilles volantes, démarches diverses... De plus les journaux l'*Excelsior* et l'*Oeuvre* avaient organisé, comme cela s'était déjà fait lors des élections de 1914, un *scrutin blanc* : c'est-à-dire que toutes les femmes étaient invitées, soit à voter pour les candidats qu'elles préfèrent, soit simplement à témoigner qu'elles désirent le suffrage en l'inscrivant sur leur bulletin. Manifestation toute platonique, mais qui peut prendre la valeur d'une démonstration. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les résultats de ce vote blanc — dont il a été parfois question aussi en Suisse pour des questions intéressant spécialement les femmes — n'ont pas encore été dépouillés de façon à ce que l'on puisse en tirer des conclusions générales.

* * *

Chez nous, ce mois a été beaucoup plus calme. A Zurich, la votation populaire n'aura pas lieu avant le 8 février — probablement en même temps que celle sur l'adhésion de la Suisse à la Ligue des Nations, ce qui ne nous semble pas très heureux pour le succès de nos idées. Les deux questions risquent en effet ou bien d'être embrouillées, ou que l'une — et ce ne sera pas le suffrage des femmes ! — fasse du tort à l'autre. A Bâle, la votation populaire, demandée par referendum sur la décision du Grand Conseil de modifier la Constitution de manière à y introduire le vote des femmes, est également remise après le nouvel-an. Une décision du Conseil de bourgeoisie de ne pas augmenter le nombre des membres de certaines Commissions de manière à y esquiver l'introduction des femmes ne fait guère augurer de bon du résultat de cette consultation populaire, pas plus que l'attitude du Grand Conseil supprimant l'égalité approximative de traitements entre fonctionnaires masculins et féminins que lui proposait le gouvernement. L'exemple de Genève où les institutrices primaires ont vu enfin le succès couronner leur long effort — sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus en détail — restera-t-il unique en son genre ?

Relevons en terminant que, le 30 novembre, les six paroisses évangéliques de la ville de Berne ont reconnu aux femmes les droits électoraux restreints en matière ecclésiastique qu'avait déjà posés en principe la loi communale de 1916, mais que ne se décident à ratifier que très lentement les paroisses du grand canton agricole. E. Gd.

P. S. — Nous recevons au moment de mettre sous presse l'avis que le Congrès de l'Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes — le premier depuis 1913 — se réunira en avril 1920 à Madrid. Ces séances présenteront un intérêt exceptionnel, non seulement du fait que se rencontreront là pour la première fois après la guerre des suffragistes de *tous* les pays, mais aussi parce que les succès obtenus depuis six ans au point de vue suffragiste posent très sérieusement la question de la transformation de l'Alliance, son but : obtenir pour les femmes les mêmes droits politiques que pour les hommes, étant presque atteint. Nous reviendrons sur ce sujet.

Les Ecoles sociales pour femmes

Florence Nightingale disait souvent, en raillant agréablement la conception courante à son époque, que « nombre de gens pensaient que, pour être une bonne garde-malades, il suffisait d'avoir eu un chagrin d'amour ! » Cette conception est heureusement dépassée en ce qui concerne la carrière de garde-malades ; mais est-il bien sûr qu'elle ne subsiste pas encore pour d'autres professions, notamment pour les professions sociales ?...

D'abord, qu'est-ce qu'une profession sociale ? Pour beaucoup, ni le mot ni la chose n'existent encore.

Et cependant, le travail social, l'effort social vont se développant et s'amplifiant de plus en plus. De plus en plus, en effet, on se rend compte de l'impérieux devoir actuel de réagir contre les maux qui rongent notre société : paupérisme, maladies physi-

[1] Signalons parmi ceux-ci à Paris MM. Le Foyer, général Sarrail, Millerand, Maurice Barrès, Painlevé, Gust. Téry, Marc Sangnier, etc. Aucun candidat porté sur la liste de l'Action française n'a voulu se compromettre ! — Nous saisissons cette occasion de saluer la rentrée à la Chambre de M. Ferdinand Buisson, un des plus anciens et des plus vaillants lutteurs pour notre cause.

ques, immoralité... Mais, alors qu'autrefois, on se bornait à soulager immédiatement quelques-uns seulement de ceux atteints par ces maux, alors qu'on se contentait des palliatifs de la philanthropie (et c'était le temps où dans nos livres d'enfants figuraient de charmantes et conventionnelles jeunes filles, allant de porte en porte, dans une voiture traînée par un poney, et distribuant des paniers de jouets et de confitures aux petits pauvres), alors que les conséquences économiques et morales de l'aumône aveugle n'avaient pas été suffisamment relevées — maintenant, on remonte aux sources de ces maux pour pouvoir mieux les combattre et les couper dans la racine. On a découvert que les causes de la misère étaient le chômage, les salaires de famine, l'exploitation du travail de la femme, l'incapacité professionnelle; que les maladies avaient leurs sources dans l'alcoolisme, les logements insalubres, l'imprévoyance; et que l'inconduite, la débauche, l'oisiveté, le manque de distractions saines favorisaient l'immoralité. Et alors, aux œuvres de charité proprement dites, qui se bornaient trop souvent à une distribution sans discernement de secours matériels, a succédé une magnifique floraison d'institutions et d'organisations variées et diverses, correspondant chacune à l'une ou à l'autre de ces sources de maux : enseignement professionnel et ménager, offices des apprentissages, ateliers et caisses de chômage, lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose, les logements malsains, protection de l'enfance, de la jeune fille, de la femme en couches, cantines maternelles, gouttes de lait et pouponnières, restaurants à bon marché, dispensaires, maisons de relèvement, mutualités, écoles du jeudi, art social, etc... J'en passe et non des moindres. Car toute ville, toute agglomération a les siens qui correspondent à ses besoins particuliers.

Or ces institutions ont nécessairement besoin, pour être valables, de collaborateurs — ce qui, dans l'espèce, signifie surtout de collaboratrices. Les femmes ont, en effet, plus de temps, plus de goût, plus de dispositions spéciales aussi que les hommes pour ce genre de travail. Et ce sont ces collaboratrices, qu'elles soient volontaires ou rétribuées, qui exercent des professions sociales.

Chez nous, les collaboratrices rétribuées sont encore peu nombreuses et se recrutent surtout parmi les titulaires de postes subalternes, auxquelles sont attribués les gros travaux d'ordre inférieur. L'idée qu'une jeune fille de bonne famille et de bonne éducation puisse embrasser une carrière sociale est malheureusement encore neuve et surprenante. Neuf fois sur dix, en effet, elle préférera faire de l'aquarelle ou du piano, voire même donner des leçons à bien plaire, plutôt que diriger un asile d'enfants trouvés ou remplir le secrétariat payé d'une œuvre antituberculeuse. Il lui semblera même — idée tout à fait fausse contre laquelle on ne saurait trop lutter — qu'elle diminuera la valeur de l'œuvre dont elle s'occupe si elle ne le fait pas de façon désintéressée. Ce préjugé nous est malheureusement propre comme aux pays latins, alors qu'un simple coup d'œil jeté en pays anglo-saxon permet de constater combien de postes rémunérés, et très bien, dans des institutions sociales, sont tenus par des femmes de bonne éducation, qui, bien loin de craindre de déchoir ainsi, sont au contraire persuadées que ce n'est que de la sorte qu'elles peuvent mettre en valeur au service de leur travail toutes les réserves de savoir faire, d'instruction, de tact et de jugement qu'il exige d'elles. — Les collaboratrices bénévoles alors sont légion chez nous : mais leur caractéristique commune avec nos collaboratrices rémunérées est généralement qu'elles sont, les unes et les autres, encore imparfaitement préparées à leur tâche!

Sans doute — et heureusement pour elles! — ce n'est plus un chagrin d'amour qui les a poussées à s'occuper de leur prochain comme autrefois on entrait au couvent. La plupart ont beaucoup de cœur, un ardent désir de se dévouer, une grande force de sympathie humaine et la plus touchante bonne volonté. C'est beaucoup, mais c'est insuffisant. Autre chose est nécessaire sans quoi on risque le gaspillage de ces forces vives, et même, hélas! de travailler à fin contraire du but que l'on poursuit! Qui de nous n'en pourrait citer de fréquents exemples? Combien de jeunes filles qui, dirigeant des écoles du jeudi, ou s'occupant de crèches, ont parfois même à faire à des enfants anormaux ou tarés sans avoir la moindre notion de pédagogie ou de puériculture! Combien de directrices d'ouvroirs qui ignorent tous les dangers économiques, hygiéniques et sociaux du travail à domicile! Combien de secrétaires d'œuvre d'assistance ou d'entr'aide qui ne savent rien des rouages administratifs de leur ville ou de leur canton, qui n'ont pas la moindre notion d'instruction civique, et qui sont dans l'ignorance la plus profonde quant aux organisations qui pourraient venir en aide à leurs clientes, quant aux lois dont elles pourraient bénéficier et aux dispositions dont elles pourraient demander l'application! Ces cas sont malheureusement presqu'aussi nombreux que les œuvres énumérées tout à l'heure! Certes, il ne faut point méconnaître la valeur de l'expérience (qui, parfois, n'est que de la routine!) mais trop souvent le travailleur social n'est, comme l'a dit M. Doumergue, «qu'une paire de bras. Il rappelle ces ouvriers sans connaissance professionnelle qui déclarent à l'embauche : « Monsieur, je n'ai pas de métier spécial, je suis manœuvre et je sers les maçons. »

On a cru d'abord pouvoir suppléer à l'ignorance des travailleurs sociaux par des études universitaires. Certes, les hautes études donnent des habitudes de recherches scientifiques, des méthodes de travail, de classement, accoutument à l'usage des fiches et des bibliothèques spéciales; mais la pratique fait totalement défaut, et telle licenciée en sciences sociales serait singulièrement embarrassée pour organiser un asile de relèvement pour buveuses! Si bien que l'on s'est finalement rendu compte qu'en matière de travail social comme ailleurs, on ne sait *rien* sans l'avoir appris. C'est pourquoi on a créé et organisé des *Ecoles sociales*.

Chez nous, cette idée ne s'est infiltrée que lentement. Zurich cependant a inauguré dès 1908 des cours sociaux très bien compris, mais peut-être encore un peu fragmentaires. Bâle a suivi cet exemple, et plus récemment des Ecoles sociales, à caractère confessionnel ou laïque ont fait connaître leur existence, à Fribourg, à Lucerne, à Genève. Dans cette dernière ville, l'Institut J.-J. Rousseau consacre depuis 1917 toute une section de son programme à la préparation des carrières de protection de l'enfance. Mais tout ceci est de création trop rapprochée pour qu'il soit possible de porter déjà un jugement sur ces organisations, comme sur celles des autres pays, à mentalité sociale bien plus avertie que le nôtre, et qui depuis de longues années nous ont devancé dans ce domaine.

Les pays anglo-saxons, ce qui ne surprendra personne, et notamment l'Angleterre. On compte en Grande-Bretagne un nombre considérable d'Ecoles de préparation au travail social (Londres, Belfast, Birmingham, Bristol, Edimbourg, Glasgow, Leeds, Liverpool, Manchester, Newcastle, Sheffield, Pays de Galles) qui présentent toutes les variétés possibles. Les unes sont mixtes (Londres, Bristol) d'autres uniquement féminines, d'autres dépendent d'une Université, dont quelques-unes forment même une Faculté spéciale, d'autres encore sont entièrement autonomes. Mais malgré ces diversités d'organisation, on peut relever quelques caractères généraux communs à toutes ces écoles. En

ce qui concerne leur but d'abord, qui est exactement celui que nous marquions au début de cet article : donner aux élèves une idée générale de l'effort social, et préparer des travailleurs sociaux qualifiés, tant volontaires que professionnels. Toutes acceptent à la fois des étudiants réguliers et ce que nous appelons dans nos Universités des auditeurs, auxquels l'enseignement est réparti sur une triple base : une partie théorique (cours, conférences), les élèves travaillant de plus par petits groupes, sous la direction spéciale d'un professeur (*tutor*); des visites d'institutions sociales sur lesquelles les élèves sont tenus de présenter des rapports; et enfin des stages pratiques dans ces mêmes institutions, mais qui permettent de mettre la main à la pâte. La durée des études est généralement de deux ans, et leur valeur est sanctionnée par un diplôme, délivré non seulement après un examen mais, ce qui est beaucoup plus intelligent, d'après un rapport sur le travail de l'année de l'étudiant fait par des personnes compétentes, entre autres par le *tutor*[1].

Indépendamment de ces grandes Ecoles sociales, l'Angleterre compte encore un grand nombre d'institutions dont le but — préparer des travailleurs sociaux qualifiés — est le même, mais dont les moyens diffèrent. Citons par exemple : « les Cours de préparation sociale », organisés durant la guerre par une Fédération de Sociétés féminines, cours d'un hiver seulement, comptant 10 heures de travail théorique et 10 heures de travail pratique. Les « settlements », ces admirables ilots de vie sociale dans les quartiers miséreux de Londres, fournissent aussi d'excellentes occasions de s'instruire dans le travail social, soit uniquement pratiquement, soit, comme c'est le cas dans celui de Toynbee Hall, avec l'adjonction de cours théoriques. Souvent aussi, des « settlements » sont en rapport direct avec des Universités dont ils complètent l'enseignement (Liverpool).

La Hollande possède également une « Ecole pour Œuvres sociales », inspirée des principes féministes, fondée dès 1899 à Amsterdam. Son but est d'élever des générations de femmes capables et convaincues de leurs responsabilités sociales, afin de hâter l'avènement d'une ère meilleure. Malheureusement, elle n'offre encore que peu de carrières convenablement rétribuées à celles qui obtiennent ses diplômes. L'enseignement est réparti sur trois années, dont les deux premières sont consacrées à des cours de portée générale, tant pratiques que théoriques : droit, économie politique, hygiène, instruction civique, tenue de livres et comptabilité, visites d'institutions sociales. La troisième année, les élèves se spécialisent et suivent un enseignement les préparant, soit à l'inspectorat de maisons populaires[1], soit aux carrières de protection de l'enfance, soit à la philanthropie proprement dite, soit enfin aux fonctions de bibliothécaires de bibliothèques populaires. L'école admet, elle aussi, un grand nombre d'externes en plus des élèves régulières.

En Allemagne, nous trouvons aussi bon nombre d'Ecoles sociales : Berlin, Francfort, Hambourg, Hanovre, Mayence, et nous a-t-on affirmé, Dresde et Leipzig. Deux d'entre elles nous intéressent spécialement parce qu'elles sont placées sous la direction et l'inspiration de femmes éminentes et distinguées (il est d'ailleurs impossible qu'il en soit autrement et c'est une des conditions *sine qua non* du succès de ces écoles) : celle de Berlin sous la direction de Dr Alice Salomon, secrétaire du Conseil international des Femmes, et celle de Hambourg sous celle de Dr Gertrud Baümer, ancienne présidente du Conseil national des femmes allemandes, actuellement députée au Reichstag. La caractéristique de l'Ecole de Berlin est son caractère absolument laïque, alors que d'autres Ecoles sociales de la capitale sont nettement confessionnelles, comme par exemple l' « Ecole sociale de la Mission intérieure » à caractère évangélique accentué. L'enseignement comprend deux ans de travail théorique et un an de travail pratique. Les élèves ne sont pas admises avant l'âge de 21 ans, mesure très judicieuse, la préparation au travail social supposant forcément une certaine maturité d'esprit. L'enseignement, d'abord général, se spécialise ensuite pour la préparation à 8 catégories de carrières sociales : protection de la petite enfance (gouttes de lait, crèches, etc.), protection de l'enfance, de la jeunesse, œuvres d'assistance et de relèvement, administration, assistance par le travail et inspectorat des fabriques, conseils juridiques et conseils d'apprentissage. Nous savons des jeunes filles suisses qui ont fait à l'Ecole sociale de Berlin d'excellentes et fortes études. — Celle de Hambourg est conçue sur un type un peu différent, du fait qu'elle comprend à la fois une Ecole sociale et un institut social pédagogique dont les travaux différents sont extrêmement bien combinés, de façon aussi intelligente qu'ingénieuse. Mais là aussi nous retrouvons la même limite à l'âge d'admission, la même conception de programme : soit un enseignement général, d'abord, puis qui se spécialise suivant les carrières auxquelles se destinent les élèves. L'institut est en relations directes avec les écoles normales d'institutrices primaires, afin d'orienter celles-ci sur le côté social de leur profession. — Notons enfin qu'à la différence des Ecoles anglaises, les Ecoles allemandes sont toutes libres et émanent uniquement de l'initiative privée. Elles sont aussi exclusivement féminines, alors que les Ecoles anglaises sont souvent mixtes, comme nous l'avons vu, ce qui, à notre avis, constitue une supériorité.

Il nous faudrait encore parler des Etats-Unis, des tentatives encore fragmentaires faites en France[2] dans ce but; mais nous croyons en avoir assez dit pour montrer, d'abord toute l'importance actuelle d'un enseignement social bien compris, et ensuite

---

[1] Ne pouvant, faute de place, entrer dans plus de détails, nous pensons cependant utile de donner ici quelques précisions sur le type de fonctionnement de l'école de Londres, dépendant à la fois de la fondation Ratan Tata, de l'Université et de l'Ecole des Sciences économiques et politiques. L'étude du programme en est, en effet, très suggestive. Il comprend un enseignement destiné : *a*) aux gradués d'Université, *b*) aux personnes ayant l'expérience pratique du travail social, mais voulant l'étayer sur des bases scientifiques, *c*) à celles qui, ne rentrant ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories, n'ont que de la bonne volonté. Les étudiants ne sont pas admis avant l'âge de 21 ans. L'enseignement théorique porte sur les conditions sociales actuelles, l'économie sociale, la philosophie sociale, l'administration sociale, les nouvelles formes de l'effort social (tribunaux d'enfants, lois protectrices de l'enfance, inspection sanitaire, lutte antituberculeuse), les problèmes industriels (syndicats, législation et inspection du travail). L'enseignement pratique se fait, soit par des stages dans des œuvres philanthropiques (l'élève se spécialise suivant la carrière choisie); soit par des visites à des œuvres), soit enfin par des recherches personnelles, monographies, etc. Depuis ces dernières années, a été ajouté un ensemble de cours spéciaux pour surintendantes d'usines, organisé avec le concours du ministère des Munitions et comprenant des études sociales, hygiéniques, administratives et légales, avec applications pratiques, soit création de crèches, restaurants, vestiaires, infirmeries, etc. Il est inutile d'insister sur l'utilité de cette dernière série de cours spéciaux comme préparation à l'inspectorat dans les fabriques. Enfin, ce qui fait le caractère essentiel de cet enseignement est que, loin d'être purement académique, il est, au contraire, essentiellement vivant, le *tutor* s'intéressant à ses élèves et les suivant de près, organisant pour eux des visites, des séances de discussion, leur recommandant des lectures (une bibliothèque très bien fournie est à leur disposition), leur cherchant des postes, une fois leurs études terminées, etc. Une inspectrice française des fabriques a fait toutes ses études à l'Ecole de Londres.

[1] « Nous entendons par là, nous écrit notre correspondante de Hollande, à l'obligeance de laquelle nous devons tous ces détails, une inspectrice rétribuée par le propriétaire, qui sert d'intermédiaire entre lui et les locataires, et est à même de rendre une infinité de services aux familles souvent ignorantes et nécessiteuses habitant ces maisons. »

[2] Citons ici en particulier l'« Ecole pratique de service social » créée par la revue protestante *Foi et Vie*. Durant la guerre, une école pour surintendantes d'usines a été ouverte par l'initiative de groupements féministes en s'inspirant des programmes anglais.

du programme rationnellement étudié qu'il comporte comme la nécessité d'un effort dans ce sens, de cohésion et de profondeur. Car le danger de la superficialité, de l'éparpillement, guette ces institutions comme beaucoup d'autres : là encore, il faut s'inspirer de l'exemple de l'Angleterre et de ceux qui, non seulement sont d'admirables novateurs en matière sociale, mais qui savent encore réaliser avec netteté comme avec bon sens, avec une grande variété dans l'unité comme avec une vivante souplesse dans l'application de principes bien étudiés, avec enfin la compréhension juste des capacités de chacun, les initiatives les plus utiles et les plus neuves.

J. GUEYBAUD.

A NOS LECTEURS. — *L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro notre chronique parlementaire sur la session d'automne du Grand Conseil genevois qui a présenté plusieurs débats intéressants au point de vue féministe.*

De-ci, De-là...

En attendant de pouvoir lui consacrer un compte-rendu détaillé, nous tenons à signaler à nos lecteurs le Vme volume de l'*Annuaire des Femmes suisses*, qui vient de sortir de presse (Francke, Berne, éditeur). C'est, en effet, un effort tout spécial que représente cette année sa publication, vu le renchérissement des frais d'impression, et si ce volume ne devait pas trouver l'accueil qu'il mérite, cette année risquerait d'être la dernière de son existence. C'est pourquoi nous recommandons très chaudement aux Associations féministes et féminines, comme à ceux que préoccupent les problèmes féminins au temps présent, de soutenir par leur souscription cette publication indispensable à notre mouvement. S'adresser à l'éditeur (prix du volume, relié : 6 fr. 50).

* * *

On nous prie de rappeler à nos lectrices que c'est durant tout le mois de décembre qu'aura lieu la vente des timbres et des cartes de *Pro Juventute*. Le produit de la vente sera attribué cette année aux petits et à leurs mères par le moyen d'œuvres telles que les pouponnières, les crèches, les foyers maternels, les colonies de vacances, etc. ; il n'est donc point de femme qui puisse se tenir à l'écart de cette vente sous prétexte que son but ne l'intéresse pas ! Rappelons aussi que les timbres, qui continuent fort heureusement la série de reproductions des écussons de nos cantons commencée l'an dernier, sont admis par les postes fédérales dans tout l'intérieur du pays, et remplacent les affranchissements ordinaires. Ce ne sont donc point des inutilités comme le sont trop souvent des timbres de ce genre. Quant aux cartes postales, elles toucheront spécialement les Suisses romands, à l'intention desquels elles ont été éditées cette année : une des séries représente, en effet, des vues du pittoresque village de Grimentz, et la seconde série reproduit avec bonheur quelques-uns des tableaux les plus caractéristiques du vieux peintre genevois Adam Tœpffer, le père de l'écrivain des *Voyages en Zigzag*. — Pour la vente à Genève, s'adresser à Mme Rappaport, 19, avenue Pictet de Rochemont.

VARIÉTÉ

UNE EXPOSITION

de la Société des Femmes Peintres et Sculpteurs (Section genevoise).

Si la Société des Femmes Peintres et Sculpteurs a été fondée, alors que les femmes sont reçues au même titre que les hommes dans toutes les expositions, c'est évidemment pour montrer au public de quoi elles sont capables dans le domaine artistique. Donc nous devrions voir ici une manifestation de la totalité des talents féminins de notre ville. Tel n'est point le cas, malheureusement. Un grand nombre d'artistes, et des mieux douées, se sont abstenues : Mmes Giacomini-Picard, Bedot-Diodati, Laure Bruni, Alice Bally, — et bien d'autres ! Dans les arts décoratifs également, que de noms aimés du public manquent à l'appel !

Tout incomplète qu'elle soit, la petite exposition installée dans le local de la Société mutuelle artistique, 1, rue de Beauregard, est charmante dans son cadre intime et vieillot. L'exiguïté du local oblige à certains sacrifices ; pas de grandes œuvres : on manquerait du recul nécessaire. Mais l'arrangement est fort ingénieux.

Mlle Charlotte Ritter nous présente un portrait d'enfant très vivant et plusieurs études de paysage d'une singulière facture : des touches espacées, une sorte de notation ponctuée. De près, cela semble un peu incohérant ; de loin l'effet se dégage, très vrai, très lumineux, grâce à l'extrême justesse des valeurs.

Mlle Amoudruz a de vigoureuses études de paysage dans des tons un peu tristes. — Mme Grisel a envoyé du Dahomey plusieurs toiles d'une saveur tout exotique. On y remarque un sentiment des masses et une distribution des valeurs dénotant un profond sens artistique. Mais nous voudrions plus de vigueur dans le dessin des académies. — A noter un gracieux portrait de fillette de Mme Hainard, et d'amusants dessins de Mlle Nathalie Lachenal ; un, surtout, qui nous montre des enfants jouant « à la guerre » sur la place du Bourg-de-Four.

Mlle Emilie Malan sait dessiner, chose infiniment rare de nos jours ; elle le prouve dans ses vues des environs de Vevey et son étude de vieille femme. — Mlle Güder a le don de rendre avec bonheur la nature alpestre... c'est une bouffée d'air de montagne qui s'exhale de ses aquarelles.

Nous connaissons depuis longtemps le beau talent de Mlle Sophie de Niederhausern. Nul n'a exprimé comme elle le charme discret des rives du lac aux jours d'automne. Nous aimons surtout son sous-bois aux feuillages rouillés. — Mme Métein-Gilliard est certainement une femme de talent, et sa gardeuse de chèvres est un solide morceau de peinture. Mais le coloris est triste et le dessin lourd. Il y a là comme une influence de Munich qui se dissipera sans doute aux rayons du soleil de France. En revanche, on peut louer sans réserve ses morceaux de sculpture : deux chats qui ont beaucoup d'allure, et surtout deux bustes vigoureusement modelés.

Puisque nous en sommes à la sculpture, constatons une fois de plus que les femmes réussissent en général dans cet art, qui paraît à première vue plus viril que la peinture. Mme Gross-Fulpius est bien connue du public genevois. Elle a envoyé à la rue de Beauregard un délicieux buste de fillette et trois plaquettes (études de bébés nus) qui sont tout bonnement exquises. « Le retour du poilu » est de la sculpture anecdotique, faite pour ravir les âmes sensibles, mais nous préférons de beaucoup les études d'enfants sus-mentionnées. — Mme Thérèse Brocher, qui en est à ses débuts dans le maniement de l'ébauchoir, expose une minuscule statuette d'amazone qui a beaucoup de vie et de mouvement. Mais les sculptures sont rares ici. Revenons à l'art du pinceau.

Mlle Jaunin est, avec Mme Métein-Gilliard et Mlle Lamy, seule à représenter l'école d'avant-garde. La « Place de la Navigation » est intéressante comme recherche de valeurs. Mais ses fleurs sont si ternes et si lourdes qu'on les dirait en carton. De même celles de Mlle Lamy, moins lourdes mais encore plus ternes, tandis que Mlle Pays sait peindre des fleurs fraîches et vivantes. — Mlle Gagnebin a voulu mettre à profit ses séjours à la montagne pour faire de jolies aquarelles. De même Mlle Roguin. Toutes deux ont un dessin juste et une palette agréable. — Mlle Soldano s'est tirée avec un rare bonheur d'un sujet terriblement difficile : la vue de la terrasse du Château de Perroy. Mais nous préférons encore ses deux études de petits enfants dans des rues de village. — De Mlle Juliette Calme, de belles vues du Valais et un bord de mer d'une poésie pénétrante. — Mlle Schmidtgen comprend la nature âpre et grandiose de la très haute montagne, et Mlle Marguerite Jaquemet a cette fois abandonné l'art décoratif pour le paysage à l'aquarelle ; elle y réussit fort bien. — Mme Ramel-Hab expose un effet de neige qui est une des meilleures choses de ce petit Salon féminin. — A côté d'un beau portrait de Mme Debogis, notre sympathique cantatrice, Mlle Rapin nous présente des fleurs et un exquis paysage. Elle montre par là l'étonnante souplesse de son talent. — Mlle Alice Ritter sait faire vibrer sur un lac paisible les reflets d'un ciel nuageux. Et je reviens à plusieurs reprises et avec prédilection aux deux paysages de Mme Thérèse Franzoni. Quelle noblesse de lignes et quelle sincérité d'émotion !

L'art décoratif joue nécessairement un grand rôle dans une exposition féminine. Impossible de mentionner tous ces coussins, ces tapis, ces coupes de porcelaine et ces abat-jour qui semblent solliciter les acheteurs en vue des étrennes de Noël et du Jour de l'An. Signalons pourtant les magnifiques dentelles de Mme Estelle Wünsten ; les coffrets de bois ingénieusement cloutés de Mlle Alice Mittendorf ; les